

Rapport financier semestriel au 30 juin 2014



REXEL



Société anonyme à Conseil d'administration
au capital social de 1 421 095 960 euros
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris
479 973 513 R.C.S. Paris

Rapport financier semestriel au 30 juin 2014

I. Rapport d'activité	page 2
II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	page 26
III. Rapport des commissaires aux comptes.....	page 50
IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel.....	page 53

I. Rapport d'activité (données non audités)

SOMMAIRE

1.	Examen de la situation financière et du résultat du Groupe	4
1.1	Situation financière du Groupe	4
1.1.1	Présentation générale du Groupe	4
1.1.2	Saisonnalité	4
1.1.3	Effets liés aux variations du prix du cuivre	5
1.1.4	Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté	5
1.2	Comparaison des résultats au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013	8
1.2.1	Résultats consolidés du Groupe Rexel	8
1.2.2	Europe (56% du chiffre d'affaires du Groupe)	12
1.2.3	Amérique du Nord (33% du chiffre d'affaires du Groupe)	15
1.2.4	Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe)	17
1.2.5	Amérique latine (2% du chiffre d'affaires du Groupe)	19
1.2.6	Autres activités	21
1.3	Perspectives	21
1.4	Facteurs de risques et incertitudes	21
2.	Trésorerie et capitaux	22
2.1	Flux de trésorerie du Groupe aux 30 juin 2014 et 2013	22
2.1.1	Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	22
2.1.2	Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	23
2.1.3	Trésorerie nette provenant des activités de financement	24
2.2	Sources de financement	25

1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

1.1 | Situation financière du Groupe

1.1.1 | Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en chiffre d'affaires et nombre d'agences. Il organise son activité principalement autour des quatre zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord, la zone Asie-Pacifique et l'Amérique latine. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe.

Au premier semestre 2014, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 6 287,6 millions d'euros, dont 3 508,0 millions d'euros en Europe (soit 56 % du chiffre d'affaires), 2 081,1 millions d'euros en Amérique du Nord (soit 33 % du chiffre d'affaires), 572,5 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 9% du chiffre d'affaires) et 125,9 millions d'euros en Amérique latine (soit 2 % du chiffre d'affaires).

Les activités du Groupe en Europe (56% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en France (qui représente 34 % du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), en Allemagne, au Royaume-Uni, en Irlande, en Autriche, en Suisse, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, en Suède, en Finlande, en Norvège, en Italie, en Espagne et au Portugal, ainsi que dans plusieurs autres pays d'Europe centrale et du Nord (la Slovaquie, la République tchèque, la Pologne, la Russie et les Pays Baltes).

Les activités du Groupe en Amérique du Nord (33% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées aux Etats-Unis et au Canada. Les Etats-Unis représentent 74 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et le Canada 26 %.

Les activités du Groupe dans la zone Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en Australie, en Nouvelle Zélande, en Chine et en Inde, ainsi que dans certains pays de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande et Vietnam). L'Australie représente 45 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et la Chine 32%.

Les activités du Groupe en Amérique latine (2% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées au Brésil, au Chili et au Pérou. Le Brésil représente 57% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone.

Dans la présente analyse, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces quatre zones géographiques ainsi que pour le segment « Autres activités ».

1.1.2 | Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, dès lors que le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes.

1.1.3/ Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est exposé indirectement aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 15 % du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60 % de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du Groupe Rexel :

- l'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires.
- l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. Par ailleurs, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10 % de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70 % des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

1.1.4/ Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.3 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- en données comparables, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires et les effectifs ;
- en données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ; et
- en données comparables ajustées, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

Changement de normes comptables : l'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique »

Au 1^{er} janvier 2014, Rexel a appliqué l'interprétation IFRIC 21 « Taxes » de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2013. L'interprétation IFRIC 21 « Taxes » précise que le fait générateur de l'obligation pour comptabiliser un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, telle que prévue par les réglementations applicables. Par ailleurs, l'interprétation IFRIC 21 interdit de constater, au fur et à mesure, une dette relative à une taxe et requiert de la comptabiliser en totalité lors de la survenance du fait générateur de son exigibilité. L'effet de ce retraitement a majoré les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2013 d'un montant de 2,5 millions d'euros net d'impôt (3,9 millions d'euros avant impôt). L'application de cette interprétation a minoré le résultat opérationnel et le résultat net de la période close le 30 juin 2013 d'un montant respectif de 3,8 millions d'euros et 2,5 millions d'euros. L'information comparative a été retraitée en conséquence.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA et l'EBITA Ajusté, qui ne sont pas des agrégats comptables définis par les normes IFRS. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges	159,9	165,1	290,0	309,2
Adoption de la norme IFRIC 21		1,9		(3,8)
Effets de périmètre		0,5		0,9
Effets de change		(6,3)		(10,7)
Effet non récurrent lié au cuivre	3,7	9,5	6,3	10,6
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	3,8	7,3	7,9	12,0
EBITA Ajusté en données comparables	167,4	178,0	304,2	318,2

1.2 | Comparaison des résultats au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013

1.2.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour le premier semestre 2014 et le premier semestre 2013, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013 ⁽¹⁾	Variation en %	2014	2013 ⁽¹⁾	Variation en %
Chiffre d'affaires	3 220,3	3 314,9	(2,9)%	6 287,6	6 468,8	(2,8)%
Marge brute	785,7	805,0	(2,4)%	1 549,8	1 592,1	(2,7)%
Frais administratifs et commerciaux ⁽²⁾	(622,0)	(630,8)	(1,4)%	(1 251,9)	(1 274,7)	(1,8)%
EBITA	163,7	174,3	(6,1)%	297,9	317,4	(6,2)%
Amortissement des actifs incorporels ⁽³⁾	(3,8)	(7,3)	(48,1)%	(7,9)	(12,0)	(34,4)%
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	159,9	166,9	(4,2)%	290,0	305,4	(5,0)%
Autres produits et charges	(38,9)	(72,4)	(46,4)%	(57,6)	(82,6)	(30,3)%
Résultat opérationnel	121,1	94,5	28,1%	232,4	222,8	4,3%
Frais financiers	(47,2)	(48,3)	(2,3)%	(93,5)	(117,2)	(20,3)%
Quote part de résultat dans les entreprises associées	0,0	0,8	n.a.	0,0	0,1	n.a.
Impôt sur le résultat	(26,5)	(15,1)	76,1%	(48,4)	(34,2)	41,8%
Résultat net	47,3	32,0	48,1%	90,5	71,4	26,6%
en % du chiffre d'affaires	1,5%	1,0%		1,4%	1,1%	
⁽¹⁾ Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21						
⁽²⁾ Dont dépréciations et amortissements	(20,0)	(19,1)	4,6%	(39,8)	(38,6)	3,2%
⁽³⁾ Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.						

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	3 220,3	3 218,0	0,1%	6 287,6	6 271,6	0,3%
Variation à nombre de jours constant			0,6%			0,5%
Marge brute	789,7	796,4	(0,8)%	1 556,5	1 565,2	(0,6)%
en % du chiffre d'affaires	24,5%	24,7%		24,8%	25,0%	
Frais administratifs et commerciaux	(622,3)	(618,3)	0,6%	(1 252,3)	(1 247,0)	0,4%
en % du chiffre d'affaires	(19,3)%	(19,2)%		(19,9)%	(19,9)%	
EBITA	167,4	178,0	(6,0)%	304,2	318,2	(4,4)%
en % du chiffre d'affaires	5,2%	5,5%		4,8%	5,1%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 6 287,6 millions d'euros, contre 6 468,8 millions d'euros au premier semestre 2013.

En données publiées, le chiffre d'affaires a diminué de 2,8% par rapport au premier semestre 2013, sous l'effet défavorable de l'évolution des taux de change pour 3,4% et partiellement compensé par l'effet des acquisitions pour 0,4%.

- L'effet défavorable des variations de taux de change s'est élevé à 221,3 millions d'euros, essentiellement lié à la dépréciation des dollars américain, canadien et australien par rapport à l'euro.
- L'effet positif des acquisitions s'est élevé à 25,4 millions d'euros et résulte des opérations réalisées au quatrième trimestre 2013 en Asie-Pacifique (Rexel Quality Trading Co. Ltd en Thaïlande et Lenn International Pte Ltd à Singapour).

En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont augmenté de 0,5%. Par zone géographique, l'Europe a progressé de 0,8%, l'Amérique du Nord a légèrement progressé de 0,2% (malgré l'impact défavorable des très mauvaises conditions météorologiques rencontrées au premier trimestre 2014), l'Asie-Pacifique est restée stable, et l'Amérique latine a diminué de 1,9%. Si l'on exclut l'effet négatif de 0,9 point de pourcentage lié à la baisse du prix des câbles à base de cuivre, les ventes ont augmenté de 1,4% par rapport au premier semestre 2013.

En données comparables et à nombre de jours réel, les ventes ont progressé de 0,3%, avec un effet calendaire négatif de 0,2 point de pourcentage.

Au deuxième trimestre 2014, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 3 220,3 millions d'euros, à comparer aux 3 314,9 millions d'euros enregistrés au deuxième trimestre 2013.

En données publiées, le chiffre d'affaires a décliné de 2,9%, sous l'effet négatif des taux de change pour 3,3% et l'effet positif des acquisitions pour 0,4%.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 0,6%, résultant d'une croissance de 3,0% en Amérique du Nord partiellement compensée par une baisse en Asie-Pacifique (-3,2%) et en Amérique latine (-6,4%), et par l'Europe qui est restée stable. En excluant l'effet défavorable de 0,8 point de pourcentage dû à la baisse du prix des câbles à base de cuivre par rapport au deuxième trimestre 2013, le chiffre d'affaires a progressé de 1,3% en données comparables et à nombre de jours constant.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaire a augmenté de 0,1% en raison d'un impact calendaire négatif de 0,5 point de pourcentage.

Le tableau ci-dessous résume les effets sur l'évolution du chiffre d'affaires du nombre de jours ainsi que des effets de périmètre et de change.

	T1	T2	S1
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	0,4%	0,6%	0,5%
Effet du nombre de jours	0,0%	(0,5)%	(0,2)%
Croissance en données comparables et à nombre de jours réel	0,4%	0,1%	0,3%
Effets de périmètre	0,4%	0,4%	0,4%
Effets de change	(3,6)%	(3,3)%	(3,4)%
Total des effets périmètre et change	(3,2)%	(2,9)%	(3,0)%
Croissance en données publiées ⁽¹⁾	(2,7)%	(2,9)%	(2,8)%

⁽¹⁾ Croissance en données comparables et à nombre de jours réel composée avec les effets de périmètre et de change

Marge brute

Au premier semestre 2014, la marge brute s'est établie à 1 549,8 millions d'euros contre 1 592,1 millions au premier semestre 2013, en baisse de 2,7% par rapport au premier semestre 2013, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 0,6% et le taux de marge brute s'est replié de 20 points de base à 24,8% du chiffre d'affaires, reflétant la combinaison de plusieurs effets : (i) une évolution défavorable du mix géographique (augmentation du poids relatif de la Chine dans les ventes de la zone Asie-Pacifique, avec une marge brute structurellement plus faible que celle du Groupe, qui s'ajoute à la baisse du poids relatif de la France dans les ventes de la zone Europe, dont la marge est plus élevée), (ii) un effet défavorable du mix projet (une augmentation des volumes des projets dont la marge brute est plus faible que celle du Groupe), (iii) et un effet de base négatif par rapport au premier semestre 2013 au Brésil.

Au deuxième trimestre 2014, la marge brute s'est établie à 785,7 millions d'euros, en baisse de 2,4%, en données publiées par rapport aux 805,0 millions d'euros enregistrés au deuxième trimestre 2013.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 0,8% et le taux de marge brute a diminué de 20 points de base à 24,5% du chiffre d'affaires.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2014, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 1 251,9 millions d'euros contre 1 274,7 millions au premier semestre 2013, en repli de 1,8% par rapport au premier semestre 2013, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux restent globalement stables (+0,4%), représentant 19,9% du chiffre d'affaires des deux périodes examinées. Les charges de personnel et les frais d'occupation des locaux ont chacun augmenté de 1,6% et ont été partiellement compensés par des pertes sur créances plus faibles.

Au deuxième trimestre 2014, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 622,0 millions d'euros, en baisse de 1,4% en données publiées, à comparer aux 630,8 millions d'euros enregistrés au deuxième trimestre 2013.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 0,6%, représentant 19,3% du chiffre d'affaire au deuxième trimestre 2014, contre 19,2% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2013.

EBITA

Au premier semestre 2014, l'EBITA s'est élevé à 297,9 millions d'euros contre 317,4 millions au premier semestre 2013, en baisse de 6,2% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a baissé de 4,4% pour s'établir à 304,2 millions d'euros et la marge d'EBITA s'est établie à 4,8% du chiffre d'affaires, en baisse de 25 points de base par rapport à l'année précédente.

Au deuxième trimestre 2014, l'EBITA s'est élevé à 163,7 millions d'euros, en baisse de 6,1% par rapport aux 174,3 millions d'euros enregistrées au deuxième trimestre 2013, en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 6,0% à 167,4 millions d'euros et la marge d'EBITA est ressortie à 5,2% des ventes, en baisse de 30 points de base par rapport à l'année précédente.

Autres produits et autres charges

Au premier semestre 2014, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 57,6 millions d'euros, comprenant principalement:

- 29,9 millions d'euros de dépréciation du *goodwill* reconnue au deuxième trimestre 2014 dont 23,6 millions d'euros au Brésil en raison de la poursuite du ralentissement et des perspectives incertaines de l'économie, ayant conduit à une refonte du réseau ;
- 22,9 millions d'euros de coûts de restructuration principalement liés à la rationalisation de la logistique et à l'optimisation du réseau d'agences en Europe (principalement en France, Allemagne, Italie, Espagne et Royaume-Uni) et en Amérique du Nord (principalement aux Etats-Unis) ; et
- 6,6 millions d'euros de coûts d'acquisition et de frais professionnels liés à des projets d'investissement.

Au premier semestre 2013, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 82,6 millions d'euros, incluant principalement :

- 44,0 millions d'euros de dépréciation du *goodwill* reconnue au deuxième trimestre 2013, dont 42,8 millions d'euros aux Pays-Bas ; et
- 29,6 millions d'euros de coûts de restructuration liés à la rationalisation de la logistique et à des fermetures d'agences en Europe, principalement en Suède, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne et Espagne.

Résultat financier

Au premier semestre 2014, les charges financières nettes se sont établies à 93,5 millions d'euros contre 117,2 millions d'euros au premier semestre 2013.

Au premier semestre 2014, les charges financières nettes ont été dégradées par les changements de la juste valeur des dérivés de taux d'intérêt pour 7,1 millions d'euros, alors que cet impact était positif de 5,8 millions d'euros au premier semestre 2013. De plus, les charges financières nettes de 2013 incluaient une charge exceptionnelle de 23,5 millions d'euros liée au refinancement en avril 2013 des obligations senior à 8,25% remboursables en 2016 par l'émission de 650 millions d'euros d'obligations senior à 5,125% remboursables en 2020.

Si l'on exclut l'impact des changements de juste valeur et de la charge exceptionnelle de refinancement en 2013, les charges financières nettes ont diminué pour atteindre 86,4 millions d'euros au premier semestre 2014, à comparer à 99,5 millions d'euros au premier semestre 2013. Cette diminution provient de la baisse du taux d'intérêt effectif (6,2% au premier semestre 2014 contre 6,6% au premier semestre 2013) et de celle de l'endettement net moyen grâce à la génération de trésorerie d'exploitation.

Quote-part de résultat des entreprises associées

Au premier semestre 2013, la quote-part de résultat des entreprises associées comprenait le résultat de DPI, Inc., distributeur de produits électroniques grand public aux Etats-Unis pour 0,1 million d'euros. Cette société a été vendue le 27 novembre 2013 conformément à un accord de rachat d'actions conclu avec DPI, Inc.

Impôt

Au premier semestre 2014, la charge d'impôt s'est élevée à 48,4 millions d'euros, en hausse de 41,8% par rapport aux 34,2 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2013. Cette augmentation est principalement due à la croissance du résultat avant impôt (de 105,6 millions d'euros au premier semestre 2013 à 138,9 millions d'euros au premier semestre 2014) et à la hausse du taux d'impôt effectif qui est passé de 32,4% au premier semestre 2013 à 34,9% au premier semestre 2014. Au premier semestre 2014, la hausse de 31,5% du résultat avant impôt s'explique par des dépréciations de *goodwill* et des frais financiers plus faibles qu'au premier semestre 2013.

Résultat net

En conséquence des éléments décrits ci-dessus, le résultat net s'est élevé à 90,5 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 71,4 millions d'euros au premier semestre 2013, soit une hausse de 26,6%.

1.2.2 | Europe (56% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 748,6	1 757,2	(0,5)%	3 508,0	3 489,0	0,5%
Marge brute	473,7	468,0	1,2%	954,7	944,2	1,1%
Frais administratifs et commerciaux	(366,1)	(360,8)	1,5%	(746,1)	(738,6)	1,0%
EBITA	107,6	107,2	0,4%	208,6	205,6	1,4%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,2%	6,1%		5,9%	5,9%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 748,6	1 755,4	(0,4)%	3 508,0	3 480,0	0,8%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			0,0%			0,8%
Marge brute	476,8	477,6	(0,2)%	960,4	956,7	0,4%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	27,3%	27,2%		27,4%	27,5%	
Frais administratifs et commerciaux	(366,4)	(362,9)	1,0%	(746,3)	(742,9)	0,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(21,0)%	(20,7)%		(21,3)%	(21,3)%	
EBITA	110,4	114,8	(3,8)%	214,0	213,8	0,1%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,3%	6,5%		6,1%	6,1%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires en Europe s'est établi à 3 508,0 millions d'euros contre 3 489,0 millions d'euros au premier semestre 2013, en hausse de 0,5% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet des variations des taux de change s'est traduit par une baisse de 7,7 millions d'euros, principalement due à l'affaiblissement des couronnes norvégienne et suédoise par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 0,8% par rapport au premier semestre 2013.

Au deuxième trimestre 2014, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 748,6 millions d'euros contre 1 757,2 millions d'euros au deuxième trimestre 2013, soit une baisse de 0,5%, en données publiées.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est stable par rapport au deuxième trimestre 2013.

En **France**, le chiffre d'affaires s'est établi à 1 197,6 millions d'euros au premier semestre 2014, en baisse de 1,9% par rapport au premier semestre 2013, en données comparables et à nombre de jours constant, reflétant une bonne résistance de l'activité dans un environnement difficile en raison de la morosité des marchés finaux résidentiel et industriel et de la déflation des prix du câble.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a décliné de 3,4% par rapport au deuxième trimestre 2013, du fait principalement de la faible activité du mois de mai.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'est établi à 494,0 millions d'euros au premier semestre 2014, en hausse de 1,3% par rapport au premier semestre 2013, en données comparables et à nombre de jours constant, toujours affecté par des fermetures d'agences. Si l'on exclut l'effet des fermetures d'agence, la performance est en hausse de 3,5%, sous l'impulsion principalement des équipements photovoltaïques et de matériels relatifs à l'efficacité énergétique.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,8% par rapport au deuxième trimestre 2013. Si l'on exclut l'effet défavorable des fermetures d'agence, le chiffre d'affaires est en croissance de 3,8%.

En **Allemagne**, le chiffre d'affaires s'est établi à 386,0 millions d'euros au premier semestre 2014, stable par rapport au premier semestre 2013, en données comparables et à nombre de jours constant, avec une bonne performance des équipements d'installations électrique et des produits d'éclairage, compensé par des ventes de produits photovoltaïques plus faibles.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en retrait de 1,2% par rapport au deuxième trimestre 2013.

En **Scandinavie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 436,5 millions d'euros au premier semestre 2014, soit une hausse de 6,4% par rapport au premier semestre 2013, en données comparables et à nombre de jours constant, avec une bonne performance des trois pays : +8,8% en Suède, +1,6% en Norvège et +9,0% en Finlande.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 6,1% par rapport au deuxième trimestre 2013, avec une hausse de 9,7% en Suède et de 12,0% en Finlande, tandis que la Norvège a diminué de 2,2%.

En **Belgique** et aux **Pays-Bas**, le chiffre d'affaires s'est élevé à respectivement 156,5 millions d'euros et 118,1 millions d'euros au premier semestre 2014.

En Belgique, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,8%, avec une bonne performance des ventes de câbles. Les Pays-Bas ont enregistré une baisse de 4,9% par rapport au premier semestre 2013, en données comparables et à nombre de jours constant.

Au deuxième trimestre 2014, le chiffre d'affaires est resté stable en Belgique (+0,2%) et a diminué de 9,4% aux Pays-Bas par rapport au deuxième trimestre 2013.

En **Suisse** et en **Autriche**, le chiffre d'affaires s'est élevé respectivement à 198,2 millions d'euros et 146,3 millions d'euros au premier semestre 2014. Les deux pays ont affiché une augmentation de respectivement 1,6% et 2,5% par rapport au premier semestre 2013, en données comparables et à nombre de jours constant.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est resté stable en Suisse (-0,2%) et a augmenté de 2,1% en Autriche par rapport au deuxième trimestre 2013.

En **Europe du Sud**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 191,1 millions d'euros au premier semestre 2014, en baisse de 1,1% par rapport au premier semestre 2013, en données comparables et à nombre de jours constant, résultant d'une baisse de 2,0% en Espagne sous l'effet d'opérations significatives à l'export en 2013 et d'une baisse de 4,3% en Italie.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,2% par rapport au deuxième trimestre 2013, dont une hausse de 5,4% pour l'Espagne (reflétant les premiers signes d'amélioration de l'environnement macro-économique) et une baisse de 3,9% pour l'Italie.

Marge brute

Au premier semestre 2014, en Europe, la marge brute s'est établie à 954,7 millions d'euros contre 944,2 millions d'euros au premier semestre 2013, en hausse de 1,1 %, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute est presque stable et le taux de marge brute diminue de 10 points de base pour s'établir à 27,4%, affecté par un volume plus important de projets (dont la marge est plus faible que la moyenne de la zone) et par la baisse du chiffre d'affaires de la France, dont la marge est plus haute que la moyenne de la zone.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, la marge brute est restée stable et le taux de marge brute s'est établi à 27,3%, une hausse de 10 points de base par rapport au deuxième trimestre 2013.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2014, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 746,1 millions d'euros contre 738,6 millions d'euros au premier semestre 2013, en hausse de 1,0%, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 0,5% au premier semestre 2014, représentant 21,3% du chiffre d'affaire des deux périodes examinées. Les charges de personnel ont augmenté de 1,2% par rapport au premier semestre 2013 tandis que les autres charges externes sont restées stables (+0,1%) et que les pertes sur créances ont diminué de 17,5% par rapport au premier semestre 2013.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 1,0%, représentant 21,0% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2014, contre 20,7% au deuxième trimestre 2013.

EBITA

Au premier semestre 2014, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 208,6 millions d'euros contre 205,6 millions d'euros au premier semestre 2013, en hausse de 1,4 % par rapport à l'année précédente, en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA est resté stable à 6,1% du chiffre d'affaires.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 3,8%, soit une diminution de 20 points de base du taux d'EBITA, à 6,3% du chiffre d'affaires.

1.2.3 / Amérique du Nord (33% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 109,0	1 154,7	(4,0)%	2 081,1	2 224,3	(6,4)%
Marge brute	239,7	251,4	(4,7)%	455,0	485,9	(6,4)%
Frais administratifs et commerciaux	(182,4)	(185,5)	(1,7)%	(364,2)	(372,9)	(2,3)%
EBITA	57,3	65,9	(13,0)%	90,7	113,0	(19,7)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,2%	5,7%		4,4%	5,1%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 109,0	1 081,7	2,5%	2 081,1	2 088,6	(0,4)%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			3,0%			0,2%
Marge brute	240,7	238,9	0,8%	456,1	460,7	(1,0)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	21,7%	22,1%		21,9%	22,1%	
Frais administratifs et commerciaux	(182,5)	(175,9)	3,8%	(364,4)	(353,6)	3,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(16,5)%	(16,3)%		(17,5)%	(16,9)%	
EBITA	58,3	63,0	(7,6)%	91,7	107,1	(14,4)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,3%	5,8%		4,4%	5,1%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 2 081,1 millions d'euros contre 2 224,3 millions d'euros au premier semestre 2013, soit une baisse de 6,4% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet défavorable de l'évolution des taux de change, lié à l'affaiblissement des dollars US et canadien par rapport à l'euro, a représenté un montant de 135,7 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé légèrement (0,2%) au premier semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013, affecté par des conditions météorologiques exceptionnellement défavorables au premier trimestre 2014. Si l'on exclut cet impact, le chiffre d'affaires ressort en hausse de 2,1%.

Au deuxième trimestre 2014, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 109,0 millions d'euros, en baisse de 4,0 % en données publiées par rapport aux 1 154,7 millions d'euros enregistrés l'année précédente.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,0% par rapport au deuxième trimestre 2013.

Aux **Etats-Unis**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 539,7 millions d'euros au premier semestre 2014, en progression de 0,6% par rapport au premier semestre 2013, en données comparables et à nombre de jours constant. Si l'on exclut l'effet des mauvaises conditions météorologiques, le chiffre d'affaires a crû de 2,3% par rapport au premier semestre 2013.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont augmenté de 2,8% par rapport au deuxième trimestre 2013, grâce à la solidité des marchés finaux industriel et résidentiel, tandis que le rétablissement du marché non résidentiel ne s'est pas encore matérialisé.

Au **Canada**, le chiffre d'affaires s'est établi à 541,4 millions d'euros au premier semestre 2014, en diminution de 0,7% par rapport au premier semestre 2013, en données comparables et à nombre de jours constant. A l'exclusion de l'effet des mauvaises conditions climatiques, le chiffre d'affaire est en hausse de 1,6%.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 3,5% par rapport au deuxième trimestre 2013. Cette amélioration est due au rétablissement progressif de l'activité projets.

Marge brute

Au premier semestre 2014, en Amérique du Nord, la marge brute a atteint 455,0 millions d'euros contre 485,9 millions d'euros au premier semestre 2013, soit une baisse de 6,4% en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 1,0% et le taux de marge brute a chuté de 15 points de base par rapport au premier semestre 2013, à 21,9% du chiffre d'affaires, résultant d'un effet de mix défavorable suite au redressement de l'activité projets au Canada dont la marge brute est inférieure à la moyenne du Groupe.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparable ajustées, la marge brute a augmenté de 0,8% et le taux de marge brute, qui ressort à 21,7% du chiffre d'affaires, est en baisse de 40 points de base, par rapport au deuxième trimestre 2013.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2014, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 364,2 millions d'euros contre 372,9 millions d'euros au premier semestre 2013, en baisse de 2,3% en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux augmentent de 3,0% au premier semestre 2014, représentant 17,5% du chiffre d'affaires au premier semestre 2014 contre 16,9% au premier semestre 2013, reflétant l'impact des frais supplémentaires engendrés par les conditions météorologiques très sévères, et l'effet d'un produit non-récurrent résultant de l'amendement d'un plan de retraite au Canada au deuxième trimestre 2013.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux augmentent de 3,8%, représentant 16,5% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2014 contre 16,3% au deuxième trimestre 2013.

EBITA

Au premier semestre 2014, en conséquence, l'EBITA s'est élevé à 90,7 millions d'euros contre 113,0 millions d'euros au premier semestre 2013, en baisse de 19,7% en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 14,4% par rapport au premier semestre 2013 et le taux d'EBITA a diminué de 70 points de base, à 4,4% du chiffre d'affaires.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 7,6% soit une baisse de 60 points de base du taux d'EBITA, à 5,3% du chiffre d'affaires.

1.2.4 | Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES <i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	299,6	324,0	(7,5)%	572,5	602,8	(5,0)%
Marge brute	57,7	67,2	(14,2)%	111,6	125,5	(11,1)%
Frais administratifs et commerciaux	(48,5)	(51,0)	(4,9)%	(95,3)	(101,4)	(6,0)%
EBITA	9,2	16,2	(43,3)%	16,2	24,1	(32,6)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	3,1%	5,0%		2,8%	4,0%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES <i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	299,6	312,4	(4,1)%	572,5	573,9	(0,2)%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			(3,2)%			0,0%
Marge brute	57,7	63,8	(9,5)%	111,6	116,7	(4,4)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	19,3%	20,4%		19,5%	20,3%	
Frais administratifs et commerciaux	(48,5)	(48,4)	0,1%	(95,3)	(94,2)	1,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(16,2)%	(15,5)%		(16,7)%	(16,4)%	
EBITA	9,2	15,3	(40,0)%	16,2	22,5	(27,9)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	3,1%	4,9%		2,8%	3,9%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'est élevé à 572,5 millions d'euros contre 602,8 millions d'euros au premier semestre 2013, en baisse de 5,0% en données publiées.

- La contribution de l'acquisition de Rexel Quality Trading en Thaïlande et de Lenn International Pte. Ltd à Singapour s'est élevée à 25,4 millions d'euros,
- compensée par un effet de change défavorable de 54,2 millions d'euros, principalement dû à l'affaiblissement du dollar australien par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est stable par rapport au premier semestre 2013.

Au deuxième trimestre 2014, le chiffre d'affaires s'est élevé à 299,6 millions d'euros, en baisse de 7,5% en données publiées par rapport aux 324,0 millions d'euros enregistrés au deuxième trimestre 2013.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en diminution 3,2% par rapport au deuxième trimestre 2013.

En **Australie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 258,5 millions d'euros, soit une diminution de 7,6% par rapport au premier semestre 2013 en données comparables et à nombre de jours constant, toujours affecté par des conditions macro-économiques difficiles et des fermetures d'agence.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en diminution de 7,9% par rapport au deuxième trimestre 2013.

En **Chine**, le chiffre d'affaires s'est établi à 180,6 millions d'euros au premier semestre 2014, soit une augmentation de 10,8% en données comparables et à nombre de jours constant par rapport au premier semestre 2013. Les ventes ont été tirées par des projets d'automatismes industriels et d'éclairage.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est resté stable par rapport au deuxième trimestre 2013.

Marge brute

Au premier semestre 2014, en Asie-Pacifique, la marge brute a baissé de 11,1% à 111,6 millions d'euros contre 125,5 millions d'euros au premier semestre 2013, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 4,4% et le taux de marge brute s'est établi à 19,5% en diminution de 85 points de base par rapport au premier semestre 2013. Ceci est principalement dû à l'augmentation du poids relatif de la Chine dans les ventes de la zone, dont le taux de marge est plus faible que la moyenne.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 9,5% et le taux de marge brute s'est établi à 19,3%, une diminution de 115 points de base par rapport au deuxième trimestre 2013.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2014, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 95,3 millions d'euros contre 101,4 millions d'euros au premier semestre 2013, en baisse de 6,0%, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 1,2% par rapport au premier semestre 2013, représentant 16,7% du chiffre d'affaires au premier semestre 2014, contre 16,4% au premier semestre 2013. Les frais de personnel ont augmenté de 2,0% tandis que les autres charges externes ont baissé de 0,5% par rapport au premier semestre 2013.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux sont restés stables, représentant 16,2% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2014 contre 15,5% au deuxième trimestre 2013.

EBITA

Au premier semestre 2014, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 16,2 millions d'euros, contre 24,1 millions d'euros au premier semestre 2013, en baisse de 32,6% en données publiées.

En données comparables ajustées, il a diminué de 27,9% par rapport au premier semestre 2013. Le taux d'EBITA a baissé de 110 points de base à 2,8% du chiffre d'affaires.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 40,0%, soit une diminution de 180 points de base du taux d'EBITA, à 3,1% du chiffre d'affaires.

1.2.5/ Amérique latine (2% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	63,0	79,1	(20,3)%	125,9	152,7	(17,5)%
Marge brute	14,5	18,4	(21,4)%	28,4	36,6	(22,2)%
Frais administratifs et commerciaux	(14,7)	(17,4)	(15,6)%	(29,1)	(35,5)	(18,1)%
EBITA	(0,2)	1,0	n.a.	(0,6)	1,1	n.a.
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(0,4)%</i>	<i>1,2%</i>		<i>(0,5)%</i>	<i>0,7%</i>	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	63,0	68,5	(8,0)%	125,9	129,1	(2,4)%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			<i>(6,4)%</i>			<i>(1,9)%</i>
Marge brute	14,4	16,1	(10,7)%	28,3	31,1	(8,9)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>22,9%</i>	<i>23,6%</i>		<i>22,5%</i>	<i>24,1%</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(14,7)	(15,1)	(3,0)%	(29,1)	(30,0)	(3,0)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(23,3)%</i>	<i>(22,1)%</i>		<i>(23,1)%</i>	<i>(23,2)%</i>	
EBITA	(0,3)	1,0	n.a.	(0,7)	1,1	n.a.
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(0,4)%</i>	<i>1,4%</i>		<i>(0,6)%</i>	<i>0,9%</i>	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires de la zone Amérique latine s'est élevé à 125,9 millions d'euros en données publiées contre 152,7 millions d'euros au premier semestre 2013, soit une baisse de 17,5% par rapport à l'année précédente.

Les taux de change ont eu un impact défavorable de 23,7 millions d'euros, lié surtout à la baisse du réal brésilien par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 1,9% par rapport au premier semestre 2013. Au Brésil (57% du chiffre d'affaires de la zone), le chiffre d'affaires a diminué de 10,2%, confirmant le ralentissement du marché. A l'inverse, le chiffre d'affaires du Chili, qui représente 33% de la zone, a progressé de 10,9% par rapport au premier semestre 2013, en raison de ventes plus élevées dans l'industrie minière.

Au deuxième trimestre 2014, le chiffre d'affaires s'est élevé à 63,0 millions d'euros, en baisse de 20,3% en données publiées par rapport aux 79,1 millions d'euros enregistrés au deuxième trimestre 2013.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en repli de 6,4% par rapport au deuxième trimestre 2013, reflétant une situation contrastée avec une baisse de 16,9% au Brésil tandis que le chiffre d'affaires augmente de 7,5% au Chili.

Marge brute

Au premier semestre 2014, en Amérique latine, la marge brute a diminué de 22,2% par rapport au premier semestre 2013, à 28,4 millions d'euros contre 36,6 millions d'euros l'année précédente, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a décliné de 8,9% par rapport au premier semestre 2013 et le taux de marge brute s'est établi à 22,5%, en baisse de 160 points de base par rapport au premier semestre 2013 affecté principalement par un remboursement exceptionnel de taxes sur les ventes l'année dernière au Brésil. Hors cet effet, le taux de marge brute aurait progressé par rapport au premier semestre 2013.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, la marge brute s'est détériorée de 10,7% et le taux de marge brute s'est établi à 22,9%, ce qui représente une baisse de 70 points de base par rapport au deuxième trimestre 2013.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2014, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 29,1 millions d'euros contre 35,5 millions d'euros au premier semestre 2013, en baisse de 18,1% en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont diminué de 3,0% par rapport au premier semestre 2013, représentant 23,1% du chiffre d'affaires au premier semestre 2014 contre 23,2% au premier semestre 2013. Les frais de personnel sont en repli de 3,0% par rapport au premier semestre 2013.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont diminué de 3,0%, représentant 23,3% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2014 contre 22,1% au deuxième trimestre 2013.

EBITA

Au premier semestre 2014, en conséquence, l'EBITA est ressorti négatif de 0,6 million d'euros contre 1,1 million d'euros au premier semestre 2013, en données publiées.

En données comparables ajustées, le taux d'EBITA a diminué de 150 points de base à -0,6% du chiffre d'affaires, principalement du fait du Brésil, tandis que les opérations au Chili et au Pérou ont généré un profit avec un taux d'EBITA qui s'est amélioré au cours de la période.

Au deuxième trimestre 2014, en données comparables ajustées, le taux d'EBITA a diminué de 190 points de base du taux d'EBITA, à -0,4% du chiffre d'affaires.

1.2.6 | Autres activités

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	0,0	0,0	n.a.	0,2	0,0	n.a.
Marge brute	0,0	0,0	n.a.	0,2	0,0	n.a.
Frais administratifs et commerciaux	(10,3)	(16,1)	(36,1)%	(17,2)	(26,4)	(34,8)%
EBITA	(10,2)	(16,1)	(36,4)%	(17,0)	(26,4)	(35,4)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Chiffre d'affaires	0,0	0,0	n.a.	0,2	0,0	n.a.
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			<i>n.a.</i>			<i>n.a.</i>
Marge brute	0,0	0,0	n.a.	0,2	0,0	n.a.
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(10,3)	(16,1)	(36,1)%	(17,2)	(26,4)	(34,8)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	
EBITA	(10,2)	(16,1)	(36,4)%	(17,0)	(26,4)	(35,4)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	

Ce segment concerne principalement les frais de siège non alloués, en réduction de 9,2 millions d'euros par rapport à l'année dernière, et de 5,8 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2013, du fait principalement d'économies réalisées et de la saisonnalité des dépenses liées à des projets.

1.3 | Perspectives

Compte tenu de la performance du premier semestre, de l'environnement macro-économique incertain dans un certain nombre de pays européens ainsi que dans les marchés émergents, et du délai dans la reprise du marché non-résidentiel aux Etats-Unis, Rexel prévoit désormais des ventes quasiment stables par rapport à l'année dernière, en données comparables et à nombre de jours constant (*vs. "entre -1% et +2% par rapport à l'année dernière" annoncé le 13 février*).

Compte tenu des effets de mix défavorables sur la marge brute, des coûts plus élevés liés à la mise en œuvre de projets stratégiques et des investissements dans les initiatives de croissance ciblées, Rexel prévoit désormais une marge d'EBITA ajusté d'au moins 5% des ventes (*vs. "de -10 à +20 points de base par rapport à l'année dernière" annoncé le 13 février*).

Le Groupe confirme ses objectifs de génération de cash-flow solide :

- D'au moins 75% de l'EBITDA, avant intérêts et impôts,
- D'environ 40% de l'EBITDA, après intérêts et impôts,

(*inchangés vs. les objectifs annoncés le 13 février*).

En outre, le Groupe confirme sa politique d'allocation de cash visant à payer un dividende d'au moins 40% du résultat net récurrent, tout en continuant d'améliorer sa structure bilanciale et d'investir dans des acquisitions ciblées.

1.4 | Facteurs de risques et incertitudes

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques macro-économiques, concurrentiels, opérationnels, de marché et juridiques. Ces facteurs de risques sont décrits dans le Document de référence 2013 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 21 mars 2014 sous le numéro D.14-0181. Il n'y a pas eu d'évolution significative dans la nature de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2014.

2. | TRESORERIE ET CAPITAUX

2.1 | Flux de trésorerie du Groupe aux 30 juin 2014 et 2013

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2014	2013 ⁽¹⁾	Variation en valeur	2014	2013 ⁽¹⁾	Variation en valeur
Flux de trésorerie d'exploitation⁽²⁾	167,7	167,9	(0,2)	301,7	313,5	(11,8)
Intérêts	(38,1)	(45,7)	7,6	(76,1)	(88,6)	12,5
Impôts	(23,6)	(35,7)	12,1	(51,2)	(57,8)	6,6
Variation du besoin en fonds de roulement	(51,6)	(29,5)	(22,0)	(295,9)	(174,0)	(121,9)
Flux nets des activités opérationnelles	54,4	57,0	(2,6)	(121,6)	(6,9)	(114,7)
Flux nets des activités d'investissement	(25,2)	(17,1)	(8,2)	(56,1)	(27,0)	(29,2)
Dont investissements opérationnels ⁽⁴⁾	(23,3)	(19,7)	(3,6)	(47,4)	(24,9)	(22,5)
Flux nets des activités de financement	28,4	324,5	(296,1)	(70,9)	348,1	(418,9)
Variation nette de la trésorerie	57,4	364,4	(307,0)	(248,6)	314,1	(562,8)
Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets (« Free cash flow ») :						
Flux de trésorerie d'exploitation ⁽²⁾	167,7	167,9	(0,2)	301,7	313,5	(11,8)
Variation du besoin en fonds de roulement	(51,6)	(29,5)	(22,0)	(295,9)	(174,0)	(121,9)
Ajustement lié au décalage temporel de paiements fournisseurs ⁽³⁾	-	-	-	51,9	-	51,9
Investissements opérationnels ⁽⁴⁾	(23,3)	(19,7)	(3,6)	(47,4)	(24,9)	(22,5)
Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets avant intérêts et impôts	92,9	118,8	(26,0)	10,2	114,6	(104,4)
Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets après intérêts et impôts	31,1	37,4	(6,3)	(117,2)	(31,8)	(85,4)
Besoin en fonds de roulement, en % du chiffre d'affaires⁽⁵⁾ au :				30 juin 2014	30 juin 2013	
Données publiées				11,0%	10,5%	
Données comparables				11,7%	11,1%	

⁽¹⁾ Retraités des changements de norme comptables résultant de l'application d'IFRC 21.

⁽²⁾ Avant intérêts, impôts et variation du besoin en fonds de roulement.

⁽³⁾ Besoin en fonds de roulement ajusté du décalage temporel de paiements fournisseurs programmés le 31 décembre 2013 et réalisés le 2 janvier 2014 pour 51,9 millions d'euros

⁽⁴⁾ Nettes des cessions.

⁽⁵⁾ Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois.

2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets provenant des activités opérationnelles de Rexel ont représenté un emploi de 121,6 millions d'euros au premier semestre 2014 contre un emploi de 6,9 millions d'euros au premier semestre 2013.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôt et variation du besoin en fonds de roulement, décroissent de 313,5 millions d'euros au premier semestre 2013 à 301,7 millions d'euros au premier semestre 2014. Ceci provient essentiellement d'une baisse de l'EBITDA qui passe de 356,0 millions d'euros au premier semestre 2013 à 337,7 millions d'euros au premier semestre 2014 en raison principalement des variations défavorables des taux de change des dollars Canadien, Américain et Australien et du repli du chiffre d'affaires au premier semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013.

Intérêts et impôts

Au premier semestre 2014, les intérêts versés ont diminué pour s'établir à 76,1 millions d'euros au premier semestre 2014, contre 88,6 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2013, en conséquence d'un taux d'intérêt effectif plus faible suite aux transactions de refinancement faites en 2013, combiné à la réduction de l'endettement net moyen.

Au premier semestre 2014, l'impôt sur les sociétés payé a diminué pour s'établir à 51,2 millions d'euros, contre 57,8 millions d'euros au premier semestre 2013, malgré un résultat imposable plus élevé au premier semestre 2014 qu'au premier semestre 2013. Cette baisse est due à un excédent d'acomptes d'impôt sur les sociétés 2013 en France dont le remboursement a été perçu au premier semestre 2014.

Variation du besoin en fonds de roulement

Au premier semestre 2014, la variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de 295,9 millions d'euros, contre un emploi de 174,0 millions d'euros au premier semestre 2013. Au premier semestre 2014, la variation du besoin en fond de roulement opérationnel a compris des règlements aux fournisseurs relatifs à fin décembre 2013 pour 51,9 millions d'euros. Ajusté de ces règlements, la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel a augmenté de 70,0 millions d'euros par rapport au premier semestre 2013, principalement en raison d'un niveau plus élevé des créances clients.

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, le besoin en fonds de roulement s'est élevé à 11,0% du chiffre d'affaires au 30 juin 2014, contre 10,5% au premier semestre 2013. A données comparables, le besoin en fonds de roulement s'est dégradé de 60 points par rapport au 30 juin 2013. Cette détérioration est attribuable aux créances clients dont le délai de règlement a augmenté de 1 jour au 30 juin 2014 par rapport au 30 juin 2013.

2.1.2/ Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle représentait un emploi de 56,1 millions d'euros au premier semestre 2014 contre un emploi de 27,0 millions d'euros au premier semestre 2013.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Acquisition d'immobilisations opérationnelles	(24,3)	(23,9)	(42,5)	(43,9)
Produits de cession d'immobilisations opérationnelles	1,3	0,7	2,3	19,2
Variation nette des dettes et créances sur immobilisations	(0,3)	3,5	(7,2)	(0,2)
Flux nets des activités d'investissement opérationnel	(23,3)	(19,7)	(47,4)	(24,9)
Flux nets des activités d'investissement financier	(1,9)	2,6	(8,8)	(2,1)
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	(25,2)	(17,1)	(56,1)	(27,0)

Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de trésorerie de 47,4 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 24,9 millions d'euros au premier semestre 2013.

Au premier semestre 2014, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 42,5 millions d'euros (43,9 millions d'euros au premier semestre 2013), soit 0,7 % du chiffre d'affaires de la période, dont 20,0 millions d'euros ont été consacrés aux systèmes d'information (17,2 millions d'euros au premier semestre 2013), 8,2 millions d'euros à l'acquisition de locaux commerciaux et à la rénovation d'agences existantes (15,7 millions d'euros au premier semestre 2013), 5,7 millions d'euros à la logistique (9,2 millions d'euros au premier semestre 2013) et 8,6 millions d'euros à d'autres investissements (1,8 million d'euros au premier semestre 2013). Les cessions d'immobilisations opérationnelles ont généré une ressource de 2,3 millions d'euros (19,2 millions d'euros au premier semestre 2013). La variation nette des dettes et créances correspondantes s'est élevée à 7,2 millions d'euros, augmentant d'autant les investissements nets de la période (0,2 million d'euros au premier semestre 2013).

Investissements financiers

Les investissements financiers ont représenté un emploi net de 8,8 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 2,1 millions d'euros au premier semestre 2013, lié principalement à de l'acquisition de filiales.

Au premier semestre 2014, ils ont été principalement constitués du prix d'acquisition d'Esabora Digital Services en France, ainsi que du paiement d'un complément et d'ajustements de prix relatifs à des acquisitions réalisées les années précédentes.

Au premier semestre 2013, les acquisitions nettes de la trésorerie acquise ont représenté un emploi de 3,0 millions d'euros. Ces investissements ont principalement concerné Luxlight en Asie du sud-est, Huazhang en Chine et diverses acquisitions en Slovaquie.

2.1.3/ Trésorerie nette provenant des activités de financement

La trésorerie nette provenant des activités de financement comprend les variations de la dette financière.

Au premier semestre 2014, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un remboursement net de 70,9 millions d'euros de l'endettement, comprenant principalement :

- La diminution de 78,7 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;
- L'augmentation des autres dettes financières pour 13,7 millions d'euros.

Au premier semestre 2013, la trésorerie nette provenant des activités de financement s'est traduite par des ressources complémentaires nettes pour un montant de 348,1 millions d'euros, comprenant principalement :

- l'émission obligataire de 500 millions de dollars américains et 650 millions d'euros pour un montant net des coûts de transaction de 1 025,0 millions d'euros ;
- le rachat anticipé d'obligations senior à 8,25% à échéance 2016 pour un montant de 640,3 millions d'euros incluant une prime de rachat de 54,0 millions d'euros;
- l'augmentation des autres dettes financières pour 72,7 millions d'euros, incluant principalement l'émission de billets de trésorerie pour 21,9 millions d'euros;
- la diminution de 56,1 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation
- le remboursement de la dette de crédit-bail pour 44,1 millions d'euros ;
- la diminution de 25,9 millions d'euros des tirages sur le contrat de crédit senior.

2.2 | Sources de financement

En complément de la trésorerie provenant de son activité, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 30 juin 2014, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2 406,4 millions d'euros et s'analysait comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2014			31 décembre 2013		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations senior	-	1 888,9	1 888,9	-	1 835,6	1 835,6
Titrisation	-	1 006,3	1 006,3	-	1 067,5	1 067,5
Emprunt auprès des établissements de crédit	71,2	8,5	79,8	35,6	19,2	54,8
Billets de trésorerie	122,2	-	122,2	119,1	-	119,1
Concours bancaires et autres emprunts	52,9	-	52,9	54,3	-	54,3
Location financement	7,9	21,2	29,2	7,3	24,7	32,0
Intérêts courus ⁽¹⁾	6,0	-	6,0	11,6	-	11,6
Moins coûts de transaction	(11,6)	(32,8)	(44,4)	(11,2)	(38,8)	(50,0)
Total des dettes financières et intérêts courus	248,7	2 892,2	3 140,9	216,7	2 908,2	3 124,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(716,6)			(957,8)
Créances sur intérêts courus			(0,1)			-
Dérivés de couverture de la dette			(17,8)			25,1
Endettement financier net			2 406,4			2 192,2

⁽¹⁾ dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 4,7 millions d'euros au 30 juin 2014 (4,6 millions d'euros au 31 décembre 2013)

Au 30 juin 2014, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 670,8 millions d'euros (1 884,3 millions d'euros au 30 juin 2013).

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2014	30 juin 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	716,6	957,8
Découverts bancaires	(52,9)	(54,3)
Billets de trésorerie	(122,2)	(119,1)
Contrat de crédit senior non tiré	1 100,0	1 100,0
Ligne bilatérale	29,3	-
Autres	-	(0,2)
Liquidité	1 670,8	1 884,3

Le 26 juin 2014, Rexel a conclu un contrat de ligne de crédit renouvelable avec la Banque Wells Fargo International pour un montant maximum de 40 millions de dollars américains. Au 30 juin 2014, cette ligne de crédit n'a pas été tirée.

Contrat de crédit senior

Selon les termes de ce contrat de crédit senior, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Le ratio d'endettement, tel que calculé selon les termes du Contrat de Crédit Senior, s'est élevé à 3,00x au 30 juin 2014 (contre 3,16x au 30 juin 2013).

II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités¹)

¹ Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux Comptes. Leur rapport sur l'information financière semestrielle 2014 est présenté à la suite des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé (<i>non audité</i>)	28
Résultat global consolidé (<i>non audité</i>)	29
Bilan consolidé (<i>non audité</i>)	30
Tableau des flux de trésorerie consolidé (<i>non audité</i>)	31
Tableau de variation des capitaux propres consolidés (<i>non audité</i>)	32
Notes annexes aux états financiers consolidés	33
1. Informations générales	33
2. Principales méthodes comptables.....	33
3. Regroupements d'entreprises	35
4. Information sectorielle	36
5. Frais administratifs et commerciaux.....	38
6. Autres produits et autres charges.....	39
7. Dépréciation du <i>goodwill</i>	40
8. Charges financières nettes.....	41
9. Impôt sur les bénéfices.....	41
10. Capital social et prime d'émission	42
11. Dividendes	42
12. Résultats par action.....	43
13. Paiements fondés sur des actions	43
14. Avantages du personnel	44
15. Endettement financier.....	45
16. Juste valeur des instruments financiers	48
17. Saisonnalité	49
18. Litiges	49
19. Evènements postérieurs à la période de reporting.....	49

Compte de résultat consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
		2014	2013 ⁽¹⁾	2014	2013 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	4	3 220,3	3 314,9	6 287,6	6 468,8
Coût des ventes		(2 434,6)	(2 509,9)	(4 737,8)	(4 876,7)
Marge brute		785,7	805,0	1 549,8	1 592,1
Frais administratifs et commerciaux	5	(625,8)	(638,1)	(1 259,8)	(1 286,7)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		159,9	166,9	290,0	305,4
Autres produits	6	2,5	0,5	3,3	2,8
Autres charges	6	(41,4)	(72,9)	(60,9)	(85,4)
Résultat opérationnel		121,1	94,5	232,4	222,8
Produits financiers		1,4	0,9	2,6	1,2
Coût de l'endettement financier		(43,1)	(42,9)	(86,3)	(82,8)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement		-	-	-	(23,5)
Autres charges financières		(5,5)	(6,3)	(9,8)	(12,1)
Charges financières (nettes)	8	(47,2)	(48,3)	(93,5)	(117,2)
Quote part de résultat dans les entreprises associées		-	0,8	-	0,1
Résultat net avant impôt		73,8	47,0	138,9	105,6
Impôt sur le résultat	9	(26,5)	(15,1)	(48,4)	(34,2)
Résultat net		47,3	32,0	90,5	71,4
Dont attribuable :					
au Groupe		47,5	31,6	90,5	71,3
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,1)	0,3	-	0,1
Résultat net par action :					
Résultat de base par action (en euros)	12	0,17	0,12	0,32	0,26
Résultat dilué par action (en euros)	12	0,17	0,12	0,32	0,26

⁽¹⁾ Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes" (voir note 2.2.1)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intérimaires résumés.

Résultat global consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2014	2013 ⁽¹⁾	2014	2013 ⁽¹⁾
Résultat net	47,3	32,0	90,5	71,4
Eléments destinés à être reclassés en compte de résultat :				
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger	(9,8)	24,0	(9,5)	6,2
Effet d'impôt	3,4	(10,6)	3,3	(2,1)
	(6,4)	13,4	(6,2)	4,1
Ecarts de conversion	41,9	(114,6)	39,8	(79,7)
Effet d'impôt	(1,8)	11,2	(2,6)	(6,7)
	40,1	(103,4)	37,2	(86,4)
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie	(0,5)	1,0	0,0	2,1
Effet d'impôt	0,2	(0,3)	(0,0)	(0,7)
	(0,3)	0,7	0,0	1,4
Eléments non reclassables en compte de résultat :				
Profit / (perte) actuariel(-le) sur engagements de retraite	(34,5)	49,8	(38,2)	63,9
Effet d'impôt	0,9	(5,9)	1,6	(9,1)
	(33,6)	43,9	(36,6)	54,8
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt				
	(0,3)	(45,3)	(5,6)	(26,1)
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt	47,0	(13,4)	84,9	45,3
Dont attribuable :				
au Groupe	46,9	(13,4)	85,0	45,2
aux intérêts ne conférant pas le contrôle	0,1	-	(0,1)	0,1

⁽¹⁾ Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes" (voir note 2.2.1)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intérimaires résumés.

Bilan consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Au 30 juin 2014	Au 31 décembre 2013 ⁽¹⁾
Actif			
Goodwill		4 123,7	4 111,2
Immobilisations incorporelles		1 046,7	1 038,3
Immobilisations corporelles		280,5	278,1
Actifs financiers non courants		52,1	51,7
Actifs d'impôts différés		130,1	161,6
Total des actifs non courants		5 633,1	5 640,9
Stocks		1 410,4	1 389,5
Créances clients		2 271,2	2 062,8
Créances d'impôt courant		12,2	18,3
Autres actifs		452,0	467,8
Actifs destinés à être cédés		3,8	3,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15.1	716,6	957,8
Total des actifs courants		4 866,2	4 899,7
Total des actifs		10 499,3	10 540,5
Capitaux propres			
Capital social		1 421,1	1 416,7
Prime d'émission		1 509,9	1 510,8
Réserves		1 162,5	1 289,5
Total des capitaux propres part du groupe		4 093,5	4 217,0
Intérêts ne conférant pas le contrôle		9,8	10,1
Total des capitaux propres		4 103,3	4 227,1
Dettes			
Dettes financières non courantes	15.1	2 892,2	2 908,2
Avantages du personnel		283,9	243,4
Passifs d'impôts différés		132,5	172,1
Provisions et autres passifs non courants		87,7	108,0
Total des passifs non courants		3 396,3	3 431,7
Dettes financières courantes	15.1	242,7	205,2
Intérêts courus	15.1	6,0	11,6
Dettes fournisseurs		1 946,5	2 009,9
Dividendes à payer		211,9	-
Dettes d'impôt exigible		33,4	37,2
Autres dettes		559,3	617,9
Total des passifs courants		2 999,8	2 881,7
Total des passifs		6 396,1	6 313,4
Total des passifs et des capitaux propres		10 499,3	10 540,5

⁽¹⁾ Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes" (voir note 2.2.1)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intérimaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
		2014	2013 ⁽¹⁾	2014	2013 ⁽¹⁾
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles					
Résultat opérationnel		121,1	94,6	232,4	222,8
Amortissements et dépréciations d'actifs	5-6	53,4	76,2	77,5	100,0
Avantages du personnel		(3,7)	(9,0)	(7,3)	(12,3)
Variation des autres provisions		(6,6)	1,2	(6,4)	(4,4)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		3,7	5,0	5,4	7,4
Intérêts payés		(38,1)	(45,7)	(76,1)	(88,6)
Impôt payé		(23,6)	(35,7)	(51,2)	(57,8)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		106,0	86,5	174,3	167,1
Variation des stocks		22,7	37,6	2,5	12,4
Variation des créances clients		(80,5)	(87,3)	(185,8)	(137,4)
Variation des dettes fournisseurs		22,3	40,9	(93,8)	(28,1)
Variations des autres créances et autres dettes		(16,1)	(20,7)	(18,8)	(20,9)
Variation du besoin en fonds de roulement		(51,6)	(29,5)	(295,9)	(174,0)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		54,4	57,0	(121,6)	(6,9)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(24,6)	(20,4)	(49,7)	(44,1)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1,3	0,7	2,3	19,2
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	3	(3,9)	(0,9)	(11,7)	(3,0)
Variation des placements à long terme		2,0	3,5	2,9	0,9
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(25,2)	(17,1)	(56,1)	(27,0)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement					
Augmentation de capital		(0,0)	0,1	0,7	0,8
Ventes / (Achats) d'actions propres		(1,5)	(1,4)	(2,8)	(0,3)
Acquisition de participations ne conférant pas le contrôle		(0,4)	-	(0,4)	-
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transaction		-	1 025,2	-	1 025,2
Remboursement / Rachat d'obligations senior remboursables en 2016		-	(640,3)	-	(640,3)
Soulte sur sw aps de taux d'intérêt qualifiés de couverture de juste valeur		-	-	-	30,4
Variation nette des facilités de crédit et autres dettes financières	15.2	(27,4)	(96,4)	13,7	32,6
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	15.2	59,5	38,9	(78,7)	(56,1)
Variation des dettes résultant des contrats de location-financement	15.2	(1,8)	(1,8)	(3,3)	(44,1)
Dividendes payés		-	0,0	-	(0,1)
Trésorerie nette provenant des activités de financement		28,4	324,5	(70,9)	348,1
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		57,4	364,4	(248,6)	314,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		655,5	234,1	957,8	291,9
Effet de la variation des taux de change et autres éléments de réconciliation		3,6	6,0	7,4	(1,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		716,6	604,4	716,6	604,4

⁽¹⁾ Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes" (voir note 2.2.1)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intérimaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)

(en millions d'euros)

	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Réserve de couverture des flux de trésorerie futurs	Revalorisation de la dette nette de pension	Total attribuable au Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total
Pour la période close le 30 juin 2013									
Au 1^{er} janvier 2013 (publié)	1 359,6	1 418,3	1 344,5	138,8	(3,0)	(148,9)	4 109,3	8,3	4 117,6
Effet de changement de méthode comptable à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes"	-	-	2,5	-	-	-	2,5	-	2,5
Au 1^{er} janvier 2013 ⁽¹⁾	1 359,6	1 418,3	1 347,0	138,8	(3,0)	(148,9)	4 111,8	8,3	4 120,1
Résultat net	-	-	71,3	-	-	-	71,3	0,1	71,4
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(82,4)	1,4	54,8	(26,2)	0,1	(26,1)
Résultat global de la période	-	-	71,3	(82,4)	1,4	54,8	45,1	0,2	45,3
Dividendes distribués	-	-	(203,1)	-	-	-	(203,1)	(0,1)	(203,2)
Augmentation de capital	4,3	(7,9)	4,4	-	-	-	0,8	-	0,8
Paiements fondés sur des actions	-	-	8,2	-	-	-	8,2	-	8,2
Ventes / (achats) d'actions propres	-	-	(0,8)	-	-	-	(0,8)	-	(0,8)
Au 30 juin 2013 ⁽¹⁾	1 363,9	1 410,4	1 227,0	56,4	(1,6)	(94,1)	3 962,0	8,4	3 970,4
Pour la période close le 30 juin 2014									
Au 1^{er} janvier 2014	1 416,7	1 510,8	1 377,7	(21,4)	(1,7)	(65,1)	4 217,0	10,1	4 227,1
Résultat net	-	-	90,5	-	-	-	90,5	-	90,5
Autres éléments du résultat global	-	-	-	31,1	-	(36,6)	(5,5)	(0,1)	(5,6)
Résultat global de la période	-	-	90,5	31,1	-	(36,6)	85,0	(0,1)	84,9
Dividendes distribués	-	-	(211,9)	-	-	-	(211,9)	-	(211,9)
Augmentation de capital	4,4	(0,9)	(2,8)	-	-	-	0,7	-	0,7
Paiements fondés sur des actions	-	-	5,7	-	-	-	5,7	-	5,7
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(0,3)	-	-	-	(0,3)	(0,2)	(0,5)
Ventes / (achats) d'actions propres	-	-	(2,8)	-	-	-	(2,8)	-	(2,8)
Au 30 juin 2014	1 421,1	1 509,9	1 256,1	9,7	(1,7)	(101,7)	4 093,5	9,8	4 103,3

(1) Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes" (voir note 2.2.1)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intérimaires résumés.

Notes annexes

1. | INFORMATIONS GÉNÉRALES

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada), dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Australie, Nouvelle-Zélande et en Chine) et en Amérique Latine (essentiellement Brésil et Chili).

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés couvrent la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014 et ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 29 juillet 2014.

2. | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

2.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces états financiers résumés sont également conformes aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables au 30 juin 2014. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 21 mars 2014 sous le numéro D.14-0181.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

2.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 30 juin 2014 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Ils sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2013 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, exceptions faites des nouvelles normes et interprétations présentées en note 2.2.1.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

2.2.1 | Changements de méthodes comptables – Amendements et interprétations

Changement de méthode comptable: IFRIC 21 « Taxes »

Au 1^{er} janvier 2014, Rexel a appliqué l'interprétation IFRIC 21 « Taxes » de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2013. L'interprétation IFRIC 21 « Taxes » précise que le fait générateur de l'obligation pour comptabiliser un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, telle que prévue par les réglementations applicables. Par ailleurs, l'interprétation IFRIC 21 interdit de constater, au fur et à mesure, une dette relative à une taxe et requiert de la comptabiliser en totalité lors de la survenance du fait générateur de son exigibilité. L'effet de ce retraitement a majoré les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2013 d'un montant de 2,5 millions d'euros net d'impôt (3,9 millions d'euros avant impôt). L'application de cette interprétation a minoré le résultat opérationnel et le résultat net au titre de la période close le 30 juin 2013 d'un montant respectif de 3,8 millions d'euros et 2,5 millions d'euros. L'information comparative a été retraitée en conséquence.

Application de nouveaux amendements de normes

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2014 les nouveaux amendements suivants tels qu'approuvés par l'Union européenne. Leur application n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe :

- Les amendements de la norme IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers » traitent des informations relatives à la valeur recouvrable des actifs dépréciés lorsque celle-ci est basée sur la juste valeur diminuée des coûts de cession.
- L'amendement de la norme IAS 39 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » permet le maintien de la comptabilité de couverture lorsqu'il y a novation de dérivés lors de compensation avec une contrepartie centrale en application de lois ou réglementations, si certaines conditions spécifiques sont remplies.

2.2.2 | Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière (IFRIC) et non encore approuvées par l'Union européenne

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore approuvées par l'Union européenne. Leur effet éventuel sur le Groupe est en cours d'analyse, sauf précision contraire :

- La norme IFRS 9 "Instruments financiers" est destinée à remplacer la norme IAS 39 "Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation". Il s'agit d'un projet en trois phases, dont seule la première, "Classification et évaluation", a été publiée. La phase 2, "Principes de dépréciation", et la phase 3, "Comptabilité de couverture", n'ont pas encore été publiées. Le processus d'approbation par l'Union européenne a été mis en veille dans l'attente de l'achèvement de l'ensemble du projet par l'IASB.
- L'amendement des normes IFRS 9 et IFRS 7 « Date d'application et informations relatives à la transition » reporte la date d'application de ces normes au 1^{er} janvier 2015 et requiert des informations additionnelles sur la transition.
- L'amendement de la norme IFRS 9 « Comptabilité de couverture » et les amendements des normes IFRS 9, IFRS 7 et IAS 39 :
 - constituent une révision complète de la comptabilité de couverture qui permettra aux entités de mieux refléter leurs activités de gestion des risques dans les états financiers ;
 - autorisent les modifications, relatives au traitement du "risque propre" incluses dans la norme IFRS 9 « Instruments financiers », à être appliquées indépendamment des autres dispositions prévues dans la norme IFRS 9 ; et
 - suppriment, pour la norme IFRS 9, la date de première application obligatoire du 1^{er} janvier 2015, afin de laisser un temps suffisant aux préparateurs d'états financiers pour se mettre en conformité avec les nouvelles obligations.

- L'amendement limité de la norme IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » s'applique aux contributions des employés ou des tiers aux plans à prestations définies. Son objectif est de simplifier la comptabilisation des contributions qui sont indépendantes du nombre d'années de service de l'employé, comme par exemple les contributions des employés qui sont calculées sur la base d'un pourcentage fixe du salaire.
 - IFRS 15 « Produits provenant de contrats avec les clients » : cette nouvelle norme remplace IAS 11 « Contrats de construction » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires » sur la reconnaissance du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires sera reconnu afin de traduire le transfert des biens ou services aux clients d'une manière qui reflète les paiements que la société s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services.
- | Regroupements d'entreprises

2.3 | Acquisitions réalisées en 2014

Dans le cadre de sa politique de croissance externe qui vise à renforcer sa présence dans les pays émergents et à améliorer son offre de services à forte valeur ajoutée, le Groupe a procédé au cours du premier semestre 2014 à l'acquisition des sociétés suivantes :

- Le 7 janvier 2014, le Groupe a acquis la société Esabora Digital Services, conformément au contrat d'acquisition signé le 14 novembre 2013. Cette société, basée en France et fondée en 1990, est spécialisée dans l'édition de logiciels à destination des installateurs électriques. Le prix d'acquisition s'élève à 7,0 millions d'euros. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 1,6 million d'euros en 2013. Cette société est consolidée à compter de la date de son acquisition.
- Le 28 mars 2014, le Groupe a acquis la société AMP Ingenieros SAS, basée au Pérou et fondée en 1991. Cette société est spécialisée dans la distribution de matériel électrique de fabrication internationale, la construction de tableaux électriques et la fourniture de services d'ingénierie. En 2013, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1,4 million d'euros. Le prix d'acquisition est de 0,7 million d'euros. Cette société est consolidée à compter du 1^{er} avril 2014.

2.4 | Suivi des acquisitions réalisées en 2013 et incidence des opérations de regroupement

Le Groupe consolide depuis le 1^{er} janvier 2014 les sociétés Lenn International Pte Ptd (Singapour) et Rexel Quality Trading (Thaïlande) acquises en novembre 2013 (voir la note 3.1 des états financiers consolidés au 31 décembre 2013).

Le tableau ci-dessous présente l'allocation des contreparties transférées relatives aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés des sociétés acquises en 2014, ainsi que des sociétés acquises fin 2013 et consolidées en 2014.

Statut des acquisitions intégrées en 2014

(en millions d'euros)

Autres immobilisations.....	6,0
Autres actifs non courants.....	0,4
Actifs courants.....	22,3
Dette financière nette	(4,2)
Passifs courants.....	<u>(13,5)</u>
Actifs nets acquis hors goodwill acquis	11,0
Goodwill acquis	<u>17,7</u>
Contrepartie transférée	28,6
Trésorerie acquise.....	(3,9)
Paiements différés du prix d'acquisition	<u>(2,2)</u>
Trésorerie nette décaissée au titre des acquisitions	22,5
Décaissement effectué en 2013	<u>(10,9)</u> ⁽¹⁾
Trésorerie nette décaissée au cours de la période.....	11,7

⁽¹⁾ converti au taux de change du jour de l'acquisition

3. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique pour l'activité de distribution de matériel électrique, alors que les autres activités et les entités holdings sont présentées de façon indépendante.

Les activités qui sont substantiellement similaires sont agrégées dans un seul secteur. Les facteurs pris en considération pour identifier de tels secteurs incluent la similarité des conditions économiques et politiques, la proximité des opérations, l'absence de risques particuliers associés aux activités dans les différentes zones où le Groupe est implanté et une rentabilité financière à long terme comparable.

Les secteurs opérationnels présentés sont l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Asie-Pacifique et l'Amérique Latine. Les données comparatives de 2013 incluent les changements de méthode comptable, décrits au §2.2.1, en conformité avec l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ».

Le reporting financier du Groupe est revu mensuellement par le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 30 juin 2014 et 2013

2014 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Amérique Latine	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Trimestre clos le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 748,6	1 109,0	299,6	63,0	3 220,3	0,0	3 220,3
EBITA ⁽¹⁾	107,6	57,3	9,2	(0,2)	174,0	(10,2)	163,7
Dépréciation du goodwill	(6,1)	-	-	(23,6)	(29,7)	-	(29,7)
2013 ⁽²⁾ (en millions d'euros)							
Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Amérique Latine	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé	
Trimestre clos le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 757,2	1 154,7	324,0	79,1	3 314,9	-	3 314,9
EBITA ⁽¹⁾	107,2	65,9	16,2	1,0	190,4	(16,1)	174,3
Dépréciation du goodwill	(44,0)	-	-	-	(44,0)	-	(44,0)
2014 (en millions d'euros)							
Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Amérique Latine	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé	
Pour la période close le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 508,0	2 081,1	572,5	125,9	6 287,5	0,2	6 287,6
EBITA ⁽¹⁾	208,6	90,7	16,2	(0,6)	314,9	(17,0)	297,9
Dépréciation du goodwill	(6,3)	-	-	(23,6)	(29,9)	-	(29,9)
Au 30 juin							
Besoin en fonds de roulement	812,0	577,0	192,2	56,2	1 637,4	(220,6)	1 416,8
Goodwill	2 618,1	1 240,1	250,9	14,5	4 123,7	-	4 123,7
2013 ⁽²⁾ (en millions d'euros)							
Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Amérique Latine	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé	
Pour la période close le 30 juin							
Chiffre d'affaires hors groupe	3 489,0	2 224,3	602,8	152,7	6 468,8	-	6 468,8
EBITA ⁽¹⁾	205,6	113,0	24,1	1,1	343,8	(26,4)	317,4
Dépréciation du goodwill	(44,0)	-	-	-	(44,0)	-	(44,0)
Au 31 décembre							
Besoin en fonds de roulement	614,5	509,3	141,7	46,9	1 312,4	(17,8)	1 294,6
Goodwill	2 619,6	1 230,0	224,7	37,0	4 111,2	-	4 111,2

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges.

(2) Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes" (voir note 2.2.1)

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2014	2013 ⁽¹⁾	2014	2013 ⁽¹⁾
EBITA - Total Groupe	163,7	174,3	297,9	317,4
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(3,8)	(7,3)	(7,9)	(12,0)
Autres produits et autres charges	(38,9)	(72,4)	(57,6)	(82,6)
Charges financières (nettes)	(47,2)	(48,3)	(93,5)	(117,2)
Quote part de résultat dans les entreprises associées.....	-	0,8	-	0,1
Résultat net avant impôt du Groupe	73,8	47,0	138,9	105,6

⁽¹⁾ Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes" (voir note 2.2.1)

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2014	2013 ⁽¹⁾
Besoin en fonds de roulement	1 416,8	1 294,6
Goodwill	4 123,7	4 111,2
Total des actifs et passifs alloués	5 540,4	5 405,8
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 716,8	2 625,3
Autres actifs non courants	1 379,3	1 368,1
Actifs d'impôts différés	130,1	161,6
Créances d'impôt courant	12,2	18,3
Actifs destinés à être cédés	3,8	3,4
Instruments dérivés	-	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	716,6	957,8
Total des actifs du Groupe	10 499,3	10 540,5

⁽¹⁾ Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes" (voir note 2.2.1)

4. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 juin	
	2014	2013 ⁽¹⁾
Charges de personnel	760,5	770,7
Charges d'occupation des locaux	138,7	137,8
Autres charges externes	297,4	307,4
Amortissements	39,8	38,6
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	7,9	12,0
Créances irrécouvrables	15,5	20,2
Total frais administratifs et commerciaux	1 259,8	1 286,7

⁽¹⁾ Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes" (voir note 2.2.1)

5. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

	Période close le 30 juin	
	2014	2013
(en millions d'euros)		
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles	1,2	1,2
Reprise de dépréciation d'immobilisations	0,1	0,7
Reprise de provisions non utilisées	0,5	0,9
Gains sur compléments de prix.....	1,5	-
Total autres produits	3,3	2,8
Charges de restructuration	(22,9)	(29,6)
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles	(1,3)	(1,5)
Dépréciation du <i>goodwill</i> et des actifs immobilisés	(29,9)	(50,0)
Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises	(6,6)	(1,1)
Autres dépenses	(0,3)	(3,2)
Total autres charges	(60,9)	(85,4)

5.1 Autres produits

Gains sur compléments de prix

Au titre du premier semestre 2014, un gain d'un montant de 1,5 million d'euros a été constaté lors du paiement d'un complément de prix relatif à l'acquisition de Yantra, un distributeur indien de matériel électrique acquis en 2010.

5.2 | Autres charges

Charges de restructuration

Au titre du premier semestre 2014, les charges de restructuration d'un montant de 22,9 millions d'euros concernaient principalement les réorganisations logistiques et du réseau d'agences en Europe (principalement en France, Allemagne, Italie, Espagne et Royaume-Uni) et en Amérique du Nord (principalement aux Etats-Unis).

Au titre du premier semestre 2013, les charges de restructuration d'un montant de 29,6 millions d'euros étaient relatives à l'optimisation des structures logistiques et à la fermeture d'agences en Suède, en France, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Espagne.

Dépréciation du goodwill et des actifs immobilisés

Au titre du premier semestre 2014, Rexel a constaté une dépréciation du *goodwill* d'un montant de 29,9 millions d'euros, dont 23,6 millions d'euros au titre du Brésil, 3,4 millions d'euros au titre de la Slovaquie et 2,7 millions d'euros au titre du Luxembourg (voir note 7).

Au titre du premier semestre 2013, une dépréciation du *goodwill* d'un montant de 44,0 millions d'euros avait été enregistrée, concernant les Pays-Bas pour un montant de 42,8 millions d'euros et l'Espagne pour un montant de 1,2 million d'euros. Par ailleurs, les actifs informatiques des Pays-Bas avaient été dépréciés et mis au rebut à hauteur de 5,7 millions d'euros.

Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises

Au titre du premier semestre 2014, les frais connexes aux acquisitions concernent des opérations réalisées au cours de la période et comprennent des honoraires relatifs à certains projets d'investissements.

Autres dépenses

Au titre du premier semestre 2013, les autres dépenses comprenaient essentiellement les coûts induits par l'arrêt d'un plan d'intéressement au bénéfice des dirigeants de la filiale brésilienne ainsi que les coûts liés au déménagement du siège social du Groupe.

6. | DÉPRÉCIATION DU *GOODWILL*

Le *goodwill* est soumis à un test de dépréciation annuellement (au 31 décembre) et lorsque des circonstances indiquent qu'une perte de valeur est susceptible d'être intervenue. Le Groupe utilise la méthode des flux de trésorerie actualisés pour calculer la valeur d'utilité du *goodwill* et des actifs à durée de vie indéfinie.

Lors de la revue des indicateurs de dépréciation, le Groupe examine le niveau réel de performance des unités génératrices de trésorerie (UGT) par rapport au budget de l'année en cours. En conséquence, Rexel a réalisé un test de dépréciation au 30 juin 2014 limité aux UGT présentant une valeur d'utilité proche de leur valeur comptable du 31 décembre 2013.

Cette analyse, menée au titre du premier semestre 2014, a conduit le Groupe à constater une dépréciation du *goodwill* d'un montant de 29,9 millions d'euros (44,0 millions d'euros au titre du premier semestre 2013) (voir note 6). Cette dépréciation concerne le Brésil pour un montant de 23,6 millions d'euros, la Slovaquie pour un montant de 3,4 millions d'euros et le Luxembourg pour un montant de 2,7 millions d'euros. Elle traduit le ralentissement économique continu et les perspectives incertaines au Brésil conduisant à réduire le réseau d'agences dans ce pays.

Le calcul de la valeur d'utilité est particulièrement sensible aux hypothèses du taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale, du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini :

- Taux d'EBITA

Le taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale est déterminé pays par pays en fonction des performances passées et attendues, de la part de marché de Rexel et des caractéristiques du marché local, ainsi que par référence à des UGT ayant un profil identique. Le taux d'EBITA est défini par pas de 50 points de base.

- Taux d'actualisation : identiques à ceux utilisés au 31 décembre 2013.
- Taux de croissance à l'infini : identiques à ceux utilisés au 31 décembre 2013.

Analyse de sensibilité

Le tableau suivant présente, par UGT, l'analyse de la sensibilité sur l'EBITA, le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini :

	Goodwill et autres immobilisations incorporelles (1)	EBITA (-50 pt de %)	Taux d'actualisation (+ 50 pt de %)	Croissance à l'infini (-50 pt de %)
Pays-Bas	76,6	(13,3)	(10,0)	(7,0)
Brésil	4,1	(5,0)	(2,5)	(0,6)
Autres UGT testées	57,0	(5,9)	(2,3)	(1,4)

(1) Actifs incorporels à durée de vie indéfinie

7. | CHARGES FINANCIÈRES NETTES

	Période close le 30 juin	
	2014	2013
(en millions d'euros)		
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie ...	1,6	0,4
Produits d'intérêts sur les créances et prêts	1,0	0,8
Total des produits financiers	2,6	1,2
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti).....	(84,2)	(92,2)
Charges d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt.....	4,9	1,4
Reclassement en résultat des gains et pertes sur instruments dérivés précédemment différés en autres éléments du résultat global	0,2	0,7
Gain / (perte) de change	(0,0)	3,5
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat	(0,1)	(2,1)
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat	(7,1)	5,8
Coût de l'endettement financier	(86,3)	(82,8)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement	-	(23,5) ⁽¹⁾
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel .	(5,0)	(6,9)
Charges financières diverses	(4,8)	(5,2)
Autres charges financières	(9,8)	(12,1)
Charges financières nettes	(93,5)	(117,2)

(1) Perte liée aux opérations de refinancement (voir note 20.1.2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2013) comprenant la prime de remboursement et la prise en charge des coûts de transaction non amortis après déduction des ajustements de juste valeur.

8. | IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt et quote-part de résultat dans les entreprises associées de la période intermédiaire le taux effectif moyen attendu pour l'exercice 2014. Le taux effectif d'impôt, pour la période close le 30 juin 2014, s'établit à 34,9% comparé à 32,4%⁽¹⁾ pour la période close le 30 juin 2013.

⁽¹⁾ retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes »

9. | CAPITAL SOCIAL ET PRIME D'ÉMISSION

Le capital de Rexel est composé d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros. Les opérations sur le capital et la prime d'émission sont détaillées dans le tableau suivant :

	Nombre d'actions	Capital social <i>(en millions d'euros)</i>	Prime d'émission
Au 1er janvier 2013	271 923 229	1 359,6	1 418,3
Exercice d'options de souscription d'actions	34 276	0,2	-
Emission d'actions liée au paiement du dividende	10 287 149	51,4	98,2
Emission d'actions liée au plan de souscription d'actions réservé aux salariés ..	302 870	1,5	2,0
Emission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions	789 690	3,9	-
Attribution gratuite d'actions	-	-	(13,8)
Annulation d'actions attribuées gratuitement	-	-	6,1
Au 31 décembre 2013	283 337 214	1 416,7	1 510,8
Exercice d'options de souscription d'actions	6 100	0,0	-
Emission d'actions liée au plan de souscription d'actions réservé aux salariés ..	35 237	0,2	0,5
Emission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions.....	846 741	4,2	-
Attribution gratuite d'actions	-	-	(8,2)
Annulation d'actions attribuées gratuitement	-	-	6,8
Au 30 juin 2014	284 225 292	1 421,1	1 509,9

Actions propres

Au 30 juin 2014, Rexel détenait 1 638 536 actions propres (1 670 202 au 31 décembre 2013), valorisées au cours de 13,62 euros (13,21 euros au 31 décembre 2013) et comptabilisées en réduction des capitaux propres, pour un montant de 23,0 millions d'euros (22,1 millions d'euros au 31 décembre 2013).

10. | DIVIDENDES

L'Assemblée générale du 22 mai 2014 a approuvé la distribution d'un dividende de 0,75 euro par action, offrant aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement en numéraire ou sous forme d'actions au prix unitaire de 15,78 euros. Les dividendes ont été payés le 2 juillet 2014.

	Période close le 30 juin	
	2014	2013
<i>(en millions d'euros)</i>		
Dividende par action attribué aux actions ordinaires.....	0,75 €	0,75 €
Dividendes à payer	211,9	203,1
dont: - dividendes à payer en numéraire	65,6	53,0
- dividendes à payer par émission d'actions	146,3	150,1

11. | RÉSULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 30 juin	
	2014	2013 ⁽²⁾
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	90,5	71,3
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	281 790	269 924
Actions potentielles dilutives résultant du paiement du dividende en actions (en milliers)	655	2 472
Actions potentielles non dilutives (en milliers)	1 490	1 606
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et d'actions potentielles non dilutives (en milliers)	283 935	274 002
Résultat net par action (en euros)	0,32	0,26
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	90,5	71,3
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et d'actions potentielles non dilutives (en milliers)	283 935	274 002
Actions potentielles dilutives (en milliers)	2 846	2 702
- dont options de souscription d'actions (en milliers)	127	147
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers)	2 719	2 555
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	286 781	276 704
Résultat net dilué par action (en euros)	0,32	0,26

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance.

(2) Retraité à la suite de l'application de l'interprétation IFRIC 21 "Taxes" (voir note 2.2.1)

12. | PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Le 22 mai 2014, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur des membres du comité exécutif du Groupe et des collaborateurs clés pour un nombre maximum de 1 641 008 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel :

- à l'issue d'une période de deux ans (23 mai 2016), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (23 mai 2018) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 2+2 »,
- à l'issue d'une période de trois ans (23 mai 2017), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (23 mai 2019) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 »,
- à l'issue d'une période de quatre ans (23 mai 2018), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre de deux plans intitulés « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence et de performance posées par le Plan.

Les conditions d'attribution sont présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 2nd anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la croissance du taux d'EBITA ajusté entre 2013 et 2015, (ii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts / EBITDA entre 2014 et 2015, (iii) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.		Présence au 3 ^{ème} anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la croissance du taux d'EBITA ajusté entre 2013 et 2016, (ii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts / EBITDA entre 2014 et 2016, (iii) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.		Total
	2+2	4+0	3+2	4+0	
Plan					
Date de livraison des actions du plan	23 mai 2016	23 mai 2018	23 mai 2017	23 mai 2018	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 22 mai 2014	13,49	12,14	12,78	12,11	12,56
Nombre maximum d'actions attribuées au 22 mai 2014	353 555	466 949	353 555	466 949	1 641 008

La juste valeur de ces actions attribuées aux membres du comité exécutif du Groupe et aux employés clés a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon au terme de la période d'acquisition de deux ou trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de cette juste valeur.

13. | AVANTAGES DU PERSONNEL

Au 30 juin 2014, les régimes à prestations définies les plus importants ont été réévalués. Ils concernent le Canada, la Suisse et le Royaume-Uni. Les écarts actuariels ont été estimés sur la base d'une analyse de la sensibilité des taux d'actualisation et de la différence entre les taux de rendement attendus des fonds investis dans les plans de retraite et les taux réels.

Pour la période close le 30 juin 2014, les pertes actuarielles après impôt constatées dans le résultat global pour un montant de 36,6 millions d'euros (gains actuariels après impôt de 54,8 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2013) résultent de la baisse des taux d'actualisation par rapport aux taux utilisés au 31 décembre 2013. Cette perte a été partiellement compensée par le rendement positif des actifs de couverture.

Le tableau suivant présente les taux d'actualisation des plans concernés :

Taux d'actualisation (en %)	Au 30 juin 2014	Au 31 décembre 2013
Royaume-Uni	4,25	4,50
Canada	4,25	4,75
Suisse	1,75	2,00

Au 1^{er} janvier 2014, un régime de retraite collectif à cotisations définies (*Collective Defined Contribution* ou CDC) a été mis en place aux Pays-Bas en lieu et place d'un régime à prestations définies (*Defined Benefit* ou DB). Les dispositions contractuelles du régime CDC définissent une nouvelle formule de cotisation pour servir les prestations futures. Le risque de l'employeur au titre des services passés a été transféré au fonds de pension avec les augmentations des droits acquis supportés exclusivement par les ressources du fonds. Ainsi, toute obligation contractuelle ou implicite au titre du régime DB a été éteinte. La déconsolidation du plan DB n'a pas eu d'incidence comptable sur le bilan, ni dans le compte de résultat au titre de la période close le 30 juin 2014. En effet, la valeur nette de l'obligation au 31 décembre 2013 était nulle (la juste valeur de l'obligation et celle des actifs de couverture était de 351,5 millions d'euros).

14. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 30 juin 2014. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

14.1 | Endettement financier net

Au 30 juin 2014, la dette financière nette s'élève à 2 406,4 millions d'euros. Elle comprend les éléments suivants :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2014			Au 31 décembre 2013		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations senior	-	1 888,9	1 888,9	-	1 835,6	1 835,6
Titrisation	-	1 006,3	1 006,3	-	1 067,5	1 067,5
Emprunts auprès des établissements de crédit	71,2	8,5	79,8	35,6	19,2	54,8
Billets de trésorerie	122,2	-	122,2	119,1	-	119,1
Concours bancaires et autres emprunts	52,9	-	52,9	54,3	-	54,3
Location financement	7,9	21,2	29,2	7,3	24,7	32,0
Intérêts courus	6,0	-	6,0	11,6	-	11,6
Moins coûts de transaction	(11,6)	(32,8)	(44,4)	(11,2)	(38,8)	(50,0)
Autres dettes financières et intérêts courus	248,7	2 892,2	3 140,9	216,7	2 908,2	3 124,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(716,6)			(957,8)
Intérêts courus à recevoir			(0,1)			-
Dérivés de couverture de la dette.....			(17,8)			25,1
Endettement financier net			2 406,4			2 192,2

(1) dont intérêts courus sur les obligations senior pour un montant de 4,7 millions d'euros au 30 juin 2014 (4,6 millions d'euros au 31 décembre 2013)

14.1.1| Obligations senior

Au 30 juin 2014, la valeur comptable des obligations senior est présentée ci-dessous :

	Au 30 juin 2014				Au 31 décembre 2013			
	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur ⁽¹⁾	Total	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur	Total
Obligations remboursables en 2018	EUR 488,8	488,8	8,9	497,7	EUR 488,8	488,8	(0,3)	488,5
Obligations remboursables en 2019	USD 500,0	366,1	(4,7)	361,4	USD 500,0	362,6	(11,5)	351,1
Obligations remboursables en 2020	USD 500,0	366,1	(0,8)	365,3	USD 500,0	362,6	(8,6)	354,0
Obligations remboursables en 2020	EUR 650,0	650,0	14,6	664,6	EUR 650,0	650,0	(7,9)	642,1
TOTAL		1 871,0	18,0	1 888,9		1 863,9	(28,3)	1 835,6

(1) ajustements reflétant les fluctuations de taux d'intérêts sur la partie couverte des obligations

14.1.2/ Programmes de cession de créances

Le Groupe Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe Rexel varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « *ad hoc* », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « *ad hoc* » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 30 juin 2014, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les principales informations de ces programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Programme	Encours maximum autorisé	Montant des créances cédées au 30 juin 2014	Sommes tirées au 30 juin 2014	Solde dû		Échéance
				au 30 juin 2014	au 31 décembre 2013	
(en millions de devises)				(en millions d'euros)		
Europe - Australie 2011	425,0 EUR	465,6 EUR	359,0 EUR	359,0	402,4	16/12/2016
Etats-Unis	470,0 USD	608,8 USD	435,4 USD	318,8	326,3	18/12/2015
Canada	190,0 CAD	272,8 CAD	188,0 CAD	128,9	129,5	17/11/2017
Europe 2013	384,0 EUR	449,7 EUR	300,3 EUR	300,3	308,0	19/12/2018
TOTAL				1 106,9	1 166,2	
dont :						
- Dette enregistrée au bilan:				1 006,3	1 067,5	
- Financement hors bilan (programme Ester):				100,6	98,7	

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Au 30 juin 2014, l'encours maximum autorisé de ces programmes de titrisation s'élevait à 1 283,4 millions d'euros et était utilisé à hauteur de 1 106,9 millions d'euros.

14.1.3/ Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 500 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 30 juin 2014, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 122,2 millions d'euros (119,1 millions d'euros au 31 décembre 2013).

14.2 | Variation de l'endettement net

Au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

	Période close le 30 juin	
	2014	2013
(en millions d'euros)		
Au 1er janvier	2 192,0	2 599,2
Emissions d'obligations senior nette des coûts de transaction	-	1 025,2
Remboursements d'obligations senior	-	(640,3)
Variation nette des lignes de Crédit Senior	-	(25,9)
Coûts de transaction et de refinancement	-	(14,3)
Variation nette des autres emprunts et concours bancaires	13,7	72,7
Variation nette des lignes de crédit	13,7	417,4
Variation nette de la titrisation	(78,7)	(56,1)
Variation nette des dettes de location financement	(3,3)	(44,1)
Variation nette des dettes financières	(68,4)	317,3
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	248,6	(314,1)
Ecart de conversion	18,2	(32,5)
Effet des variations de périmètre sur l'endettement brut	6,1	0,0
Amortissement des coûts de transaction	5,6	7,8
Frais financiers liés aux opérations de refinancement	-	23,5
Autres variations	4,3	27,7
Au 30 juin	2 406,4	2 628,9

(1) dont en 2013, un montant de 30,4 millions d'euros correspondant au règlement des swaps d'intérêts qualifiés couverture de juste valeur sur les obligations remboursables en 2016

14.3 | Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

Les échéances contractuelles résiduelles relatives à l'endettement financier sont les suivantes :

	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2014	2013
(en millions d'euros)		
Echéances :		
Un an	260,2	227,9
Deux ans	232,7	252,2
Trois ans	365,5	411,5
Quatre ans	132,6	134,3
Cinq ans	799,6	798,2
Au delà	1 394,7	1 350,9
Sous-total dette financière	3 185,3	3 174,9
Coûts de transaction	(44,4)	(50,0)
Dette financière	3 140,9	3 124,9

Les obligations senior émises en mai 2011, d'une valeur nominale de 488,8 millions d'euros, arrivent à échéance en décembre 2018, tandis que celles émises en avril 2012 pour un montant de 500 millions de dollars américains sont à échéance en décembre 2019 et celles émises en avril 2013 pour un montant de 650 millions d'euros et 500 millions de dollars américains sont à échéance en juin 2020.

Après avoir été renégocié en mars 2013, le Contrat de Crédit Senior comprend une ligne de crédit multidevises renouvelable d'une maturité de 5 ans et d'un montant total de 1,1 milliard d'euros, qui peut également être utilisé au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 165 millions d'euros.

Selon les termes de ce Contrat de Crédit Senior, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 au 30 juin et au 31 décembre de chaque année.

Au 30 juin 2014, Rexel satisfait à cet engagement et n'a procédé à aucun tirage au titre de ce Contrat de Crédit Senior.

Le 26 juin 2014, Rexel a conclu un contrat pour une ligne de crédit renouvelable avec la *Wells Fargo Bank International* d'un montant de 40 millions de dollars américains. Au 30 juin 2014, aucun tirage n'a été effectué au titre de cette ligne de crédit.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2015, 2016, 2017 et 2018. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités « *ad hoc* » ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette (billets de trésorerie, *commercial paper*) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

Au 30 juin 2014, la liquidité du Groupe s'établit à 1 670,8 millions d'euros (1 884,3 millions d'euros au 31 décembre 2013) représentant un excédent de 1 410,6 millions d'euros comparé au montant de 260,2 millions d'euros de dettes exigibles à l'horizon de 12 mois :

(en millions d'euros)	Au 30 juin	Au 31
	2014	décembre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie...	716,6	957,8
Découverts bancaires.....	(52,9)	(54,3)
Billets de trésorerie.....	(122,2)	(119,1)
Contrat de crédit senior non tiré.....	1 100,0	1 100,0
Ligne Bilatérale.....	29,3	-
Autres.....	-	(0,2)
Liquidité.....	1 670,8	1 884,3

15. | JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2014, le Groupe détient différentes catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur, qui sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2014		Au 31 décembre 2013		Hiérarchie IFRS13
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
Actifs financiers					
Instruments dérivés dans une relation de couverture ..	25,0	25,0	-	-	Niveau 2
Autres instruments dérivés	0,0	0,0	0,3	0,3	Niveau 2
Passifs financiers					
Obligations	1 888,9	1 994,1	1 835,6	1 961,1	Niveau 1
Instruments dérivés dans une relation de couverture ..	8,1	8,1	25,5	25,5	Niveau 2
Autres instruments dérivés	12,0	12,0	9,6	9,6	Niveau 2

Hiérarchie IFRS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur, telle qu'elle est décrite ci-dessous, fondée sur la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, est observable directement ou indirectement)
- Niveau 3 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, n'est pas observable)

Techniques d'évaluation

Les contrats de couverture de risque de change sont évalués en fonction des taux de change spot observables, des courbes de rendement des devises concernées, ainsi que des écarts de change entre les devises concernées.

Les *swaps* de taux d'intérêt sont évalués selon les techniques d'évaluation fondées sur les courbes de rendement de taux d'intérêt observables. Le Groupe intègre également le risque de contrepartie pour les instruments dérivés actifs ou le risque propre du Groupe pour les instruments dérivés passifs.

16. | SAISONNALITÉ

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, dès lors que le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes.

17. | LITIGES

Pour la période close le 30 juin 2014, il n'y a pas eu d'évolution concernant les litiges présentés dans les états financiers au 31 décembre 2013 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

18. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

Le 10 juillet 2014, Rexel a exercé une option d'achat sur les 30% des titres restants à acquérir dans la société mère de Huazhang Electric Automation, une société détenue à 70% par le Groupe et basée en Chine. Le montant de la contrepartie transférée s'élève à 12,1 million d'euros (127,3 million de dollars hongkongais).

Le 11 juillet 2014, le Groupe a conclu simultanément un contrat d'acquisition et un pacte d'actionnaires en vue d'acquérir une participation de 55% conférant le contrôle de la société Beijing Ouneng Tongxing Technology Co. Ltd., un distributeur d'automatismes industriels implanté en Chine. La réalisation effective de cet accord est soumise à certaines conditions suspensives et devrait intervenir au plus tard le 30 septembre 2014. Le prix d'acquisition comprend un paiement initial de 25 millions de renminbi et un paiement subséquent, fonction des états financiers de la cible à la date de réalisation de l'opération. Cet accord prévoit également une option d'achat exerçable par le Groupe sur la participation restante entre le 1^{er} avril et le 31 juillet 2018.

Le 29 juillet 2014, Rexel a acquis 95,0% des titres d'Eleevite, un distributeur de solutions d'éclairage basée en Suisse pour un montant de 18,8 millions d'euros (22,8 millions de francs suisse).

III. Rapport des commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

REXEL

Période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rexel, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 29 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG Audit

Christian Perrier

Philippe Diu

V. Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris,

Le 29 juillet 2014

Rudy Provoost
Président Directeur Général